

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIIII, No. 8 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 1 - 8 mai 2024

LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL NOMMÉ ET INSTALLÉ Les tractations sordides habituelles lancées Les menaces de mort se mettent-elles aussi de la partie ?

Par Léo Joseph

Après de longs et d'interminables va-et-vient, aussi de négociations inter-haïtiennes, sous la supervision de la CARICOM, la charge du pays est confiée à un système présidentiel multicéphale, en lieu et place d'Ariel Henry. Cela risque de prolonger la crise multidimensionnelle, voire de l'aggraver, les mêmes causes produisant les mêmes effets. D'ores et déjà,

comme d'habitude, en Haïti, le choix des différents acteurs du pouvoir est entaché de transactions viles, assorties même de menaces de mort. Alors que les gangs armés jurent de capoter le système d'origine exogène. Face à l'incapacité des forces de sécurité haïtiennes d'accompagner, dans l'ordre et la sûreté, l'autorité civile, les pays, qui ont effectué la césarienne ayant accouché de cette forme de présidence, doi-

vent protéger le pays, bec et ongle.

Avant même d'arriver au choix du Premier ministre – un processus qui suscite mille et un scénarios –, le passage par la désignation du président du Conseil présidentiel intérimaire (CPI) se révèle scabreux. Car l'élégance dans laquelle devrait évoluer ce cheminement, comme on doit normalement s'y attendre, ne se trouve pas au rendez-vous. En

politique haïtienne, post-Duvalier, la saison des élections est celle des « récoltes », pour cer-

conversations dans les milieux politiques et sociaux en Haïti, ces derniers jours. Selon les gens du



Fritz Alphonse Jean



Frinel Joseph

LE DÉPLOIEMENT DE LA FORCE DE SÉCURITÉ INTERNATIONALE INCERTAIN

Une stratégie de rechange mise à exécution par les pays tuteurs

Possibilité de se rabattre sur la FAdH et la PNH...

Par Léo Joseph

Bien que le président du Kenya persiste à entretenir l'espoir de l'envoi de mille policiers de son pays, à la tête de la Force de sécurité internationale, en aide à la Police nationale d'Haïti (PNH), cherchant à éliminer les gangs armés, cette mission reste un leurre. Nonobstant les déclarations du chef d'État kenyan – et même de Washington – indiquant l'arrivée



Le président du Kenya
William Ruto.

des premiers contingents de ce pays, à la fin du mois de mai, personne dans les milieux décisionnels des pays impliqués dans les négociations, à cette fin, n'y croit. Tout en battant la grosse caisse autour de cette éventualité, les Américains, les Canadiens, les Français et leurs alliés mettent en place une stratégie pour ne pas être pris au dépourvu. Cela n'exclut pas le recours aux forces de

Suite en page 9

tains, et de « paiements », pour d'autres. Quand il y a trahison, réelle ou fausse, menaces de mort interviennent. C'est, selon toutes les rumeurs, qui font le tour de Port-au-Prince, ce qui anime les

sérait, les dagues sont déjà même sorties de leurs fourreaux.

Édouard Beaussan n'entend pas lâcher prise

Suite en page 2

GROS SCANDALE AU SEIN DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL À PEINE NÉ

L'élection du Premier ministre dénoncée; celle du président du CP aussi

Des dénonciations à deux niveaux de cette structure

Par Léo Joseph

À peine 48 heures depuis qu'a été installé le Premier ministre intérimaire et le président du Conseil présidentiel multicéphale, les contradictions éclatent brutalement, au sein des membres, au point de se demander s'il est possible de sauver les meubles.

Voici où l'on en est avec la situation. Les adhérents de l'Ac

cord de Montana et l'Organisation politique Montana sont à couteaux tirés avec le Conseil présidentiel multicéphale menaçant de se retirer. Une décision qui équivaut potentiellement à l'éclatement de l'actuel organisation. Le conflit concerne le Premier ministre intérimaire ainsi que le président ou coordonnateur du Conseil présidentiel. Dans les deux cas, le consensus

n'est pas trouvé. La décision de voter l'ancien sénateur Edgard Leblanc fils comme président du CP est rejeté d'un revers de main. Ainsi que Fritz Bélizaire, ex-ministre de la Jeunesse et des Sports comme Premier ministre, à la place de Patrick Boisvert.

L'accord de Montana proteste ce qu'il qualifie le non-respect de l'accord politique

Suite en page 8



Dominican Republic
President Luis Abinader.



The self-styled Legal Bandit
Michel Martelly.

Western Hemisphere, second only to the United States of America, giving detail of the current state

Continued to page 7

LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL NOMMÉ ET INSTALLÉ

Les tractations sordides habituelles lancées

Les menaces de mort se mettent-elles aussi de la partie ?

Suite de la page 1

En effet, le bruit qui courrait de puis des semaines, autour du rôle d'Édouard Beussan, patron de la Unibank, pourtant sous sanctions américano-canadiennes, pour son rôle dans la promotion des bandes armées, serait bien vrai. Il aurait mis USD un million à la disposition de chaque membre de la Commission présidentielle qui voterait Leslie Voltaire comme président de cette structure.

Ces mêmes rumeurs laissaient entendre que Beussan, un parent de Laurent Saint-Cyr, qui l'avait introduit dans l'univers du feu président Jovenel Moïse, aurait promis un million à celui-là en retour d'accorder son vote en faveur de Leslie Voltaire pour devenir président du CPI. Mais, il semble que Saint-Cyr, pour des raisons qui n'ont pas été explicitées, fasse marche-arrière par rapport à son engagement initial à M. Beussan. Celui-ci, qui n'entend pas lâcher prise, aurait fait des menaces de mort à l'encontre de Laurent Saint-Cyr.

De toute évidence, si jamais les rumeurs qui circulaient sur M. Beussan se confirmaient, ses menaces n'ont pas nécessairement abouti. Car le président du CPI a été voté. Il s'agit d'Edgard Leblanc fils, âgé de 68 ans. Membre de longue date de la formation politique « *Organisation du peuple en lutte* » (OPL), qui avait soumis sa candidature, c'est aussi un ancien candidat à la présidence et ex-président du Sénat.

Disons, en passant, que, faisant taire toutes autres considérations, M. Leblanc constitue un bon choix pour cette fonction. Que ce soit en qualité de candidat à la première magistrature de l'État, ou dans l'accomplissement de ses actes au Sénat de la République, les différents observateurs n'ont jamais cessé de lui décerner de bonnes notes. Reste à souhaiter qu'il ne se laisse pas corrompre par le pouvoir. Surtout que certains membres du Conseil pré-

sidentiel ne sont pas nécessairement en odeur de sainteté, par rapport à leur intégrité dans l'administration publique.

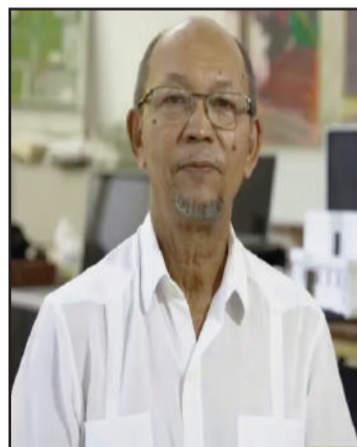
En effet, Fritz Alphonse Jean, ancien gouverneur de la Banque centrale, vit sous l'accusation d'avoir vendu des réserves d'or de cette institution à une occasion où la transaction



Régine Abraham

n'était pas en faveur du pays, mais profitable à lui-même. Des informations provenant de fouineurs impénitents ont fait savoir qu'il était dans le collimateur du juge Bélizaire, qui aurait abandonné la poursuite sans prendre le temps d'éclaircir l'affaire.

De son côté, Leslie Voltaire



Leslie Voltaire

fut accusé d'avoir détourné des millions dans un article publié par le *New York Times*, au début des années 2020. Interrogé à ce sujet, par l'auteur, il y a à peine deux mois, il avait réfuté cette allégation d'un revers de main, soulignant que de telles accusations avaient été avancées par un « *agent de la CIA* ».

Quant à Smith Augustin, membre de la structure EDE/RED, dont Claude Joseph, ancien ministre des Affaires étrangères et des Cultes et ex-Premier ministre de Jovenel Moïse, qui fut mis à pied par le CORE Group et le Département d'État, entités étrangères qui l'avaient nommé, au profit

d'Ariel Henry. L'ambassadeur Augustin, un collaborateur privilégié, de tout temps, de M. Joseph, constitue une pièce maîtresse dans sa stratégie politique. Il est possible que celui-ci, qui a sûrement cautionné sa candidature au Conseil présidentiel compte, une fois encore, avec la présence de l'ancien ambassadeur d'Haïti à Santo Domingo, pour établir, à son profit et à celui de son équipe, une usine de millions, cette fois, au niveau de la présidence intérimaire. De concert avec Smith Augustin, le chancelier Claude Joseph avait placé des



Laurent Saint-Cyr

milliers de diplomates, de consuls et d'agents consulaires dans la diplomatie et le service consulaire d'Haïti moyennant versement d'une partie de leur salaire.

La corruption risque de tuer le CPI à brève échéance

Si la corruption n'a pas tué le Conseil présidentiel intérimaire en couche, elle risque de l'emporter à brève échéance. Car elle ne pouvait s'empêcher de reprendre ses droits dans la naissance de cette structure que



Edgard Leblanc fils

les parties haïtiennes ont savamment introduit dans la solution de la crise, au moment où la communauté internationale, trop heureuse de trouver un moyen d'en finir avec une

situation désastreuse, qui a trop duré, regardait ailleurs.

Moins de vingt-quatre heures après l'élection d'Edgard Leblanc fils comme président du Conseil présidentiel, et que les concepteurs de cette victoire commençaient à recevoir des félicitations de la part des leaders des pays « *amis* » d'Haïti,



Smith Augustin

des cris d'alarme sont lancés pour dénoncer ce scrutin. Les membres de l'Accord de Montana, dont est issu Fritz Alphonse Jean, un des quatre candidats à la présidence du CPI, ont répudié l'élection par laquelle M. Leblanc est porté à la victoire. Selon eux les électeurs majoritaires au sein des



Louis Gérald Gilles

neuf membres du CPI, à savoir Edgar Leblanc fils lui-même, Smith Augustin, Frinel Joseph et Emmanuel Vertilus ont procédé dans l'opacité totale, caractérisant ce procédé comme un « *coup d'État* » au détriment des autres membres.

Ce scrutin est vertement critiqué dans plusieurs secteurs du pays accusant Moïse Jean-Charles, le patron du parti politique *Pitit Dessalines* d'avoir infligé ce « *croc en jambe* », aux autres membres, violant l'accord qu'il avait signé avec les autres parties prenantes du consensus ayant conduit à la formation du CPI. Les protestataires, qui déclarent la guerre à celui-ci, disent ne voir aucune possibilité de fonctionner cette structure nouvellement créée.

De leur côté, il ne reste plus que la dissolution du CPI ou leur démission de l'accord.

Pourtant, immédiatement après l'élection d'Edgard Leblanc, commençaient à affluer des messages de félicitation, du Canada, des États-Unis, de France, etc., en sus de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains (OEA). On se demande comment ces entités vont gérer l'attaque musclée dirigée par les tenants de l'Accord de Montana. Après tous ces éloges décernés aux secteurs haïtiens qui ont réussi à mettre en place ces nouvelles structures gouvernementales, comment vont-ils lancer une stratégie de rectification, et par où commencer ?

En tout cas, le Conseil présidentiel peut bien se féliciter d'avoir surmonté bien des obstacles, pour arriver à la phase de prestation de serment, bien qu'en catimini, au Palais national, pour éviter les attaques des gangs armés, dans l'aire du Champ-de-Mars, avant de continuer cette cérémonie à la Villa d'accueil, résidence officielle du Premier ministre.

Mais il y a un autre obstacle majeur à surmonter, à part la contestation du président du Conseil présidentiel. Car la nomination du Premier ministre est également mise en question. Le choix de Fritz Bélizaire comme Premier ministre intérimaire, pour remplacer Patrick Boisvert, ne fait pas l'unanimité, au sein du CPI. Au moins quatre d'entre eux rejettent la nomination de M. Bélizaire, allant jusqu'à menacer de faire éclater cette institution. Comment le gouvernement appelé à sortir des dernières négociations peut-il prendre forme. En clair donc, à la lumière des événements constatés, dans la foulée de la prise du pouvoir par les neuf membres du CPI, aucune garantie ne peut être donnée que dans une telle atmosphère émergera une administration normale.

L.J.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



HAÏTI MÉTÉO

Anticiper une saison cyclonique active en 2024 : Prévisions et recommandations pour Haïti

Par Talot Bertrand *

Les prévisions de l'Université du Colorado, publiées par Ouragans.com, annoncent une saison cyclonique très active pour 2024, avec 23 tempêtes tropicales, 11 ouragans dont 5 majeurs. Ces chiffres ont été relevés en début de ce mois d'avril par le professeur Phil Klotzback, une autorité en la matière. Les températures élevées de la mer, comparées aux années précédentes, sont l'un des principaux facteurs expliquant ces prévisions. De plus, le retour du phénomène météorologique 'La Niña', caractérisé par une baisse de la température de surface des eaux de l'est de l'océan Pacifique, renforce l'activité cyclonique dans le bassin Atlantique.

Pour sa part, l'Équipe de Météo-France indique que la saison cyclonique de 2024 s'annonce avec une activité prévue bien au-dessus de la normale, selon les dernières prévisions météorologiques. Cette tendance, basée sur une analyse comparative des données historiques et des conditions actuelles, souligne des préoccupations quant à l'impact potentiel sur les régions côtières, y compris Haïti.

Comparant les données des moyennes saisonnières établies sur plusieurs décennies, les experts prévoient un nombre significativement plus élevé de tempêtes tropicales et d'ouragans pour la saison 2024 selon Météo-France. Cette prévision, basée sur des indicateurs tels que l'indice ACE (Energie Cycloni-

que Ac cumulé) et les anomalies de température de surface de l'océan Atlantique, indique une probabilité accrue d'événements météorologiques extrêmes dans la région.

En examinant les données des vingt dernières années, on constate une variation importante du nombre de tempêtes nommées et d'ouragans, avec des records atteints en certaines années. Cette variabilité souligne la nécessité de rester vigilant, même en périodes de saison cyclonique considérée comme 'normale', car un seul événement météorologique peut avoir des conséquences dévastatrices.

Les températures élevées de la mer et l'évolution du cycle ENSO (El Niño - La Niña) sont parmi les principaux facteurs qui influent sur l'activité cyclonique dans le bassin Atlantique. Alors que les températures de surface de l'océan restent au-dessus des normales, la transition probable vers une phase La Niña pendant la saison cyclonique peut accentuer davantage ce phénomène, créant ainsi un environnement propice à la formation de tempêtes.

En fait, il s'agit des premières prévisions pour la saison cyclonique de 2024 dans le bassin Atlantique, et elles sont entourées d'une grande incertitude, notamment en ce qui concerne l'évolution du cycle ENSO. Ces prévisions seront continuellement ajustées jusqu'en juin, marquant le début de la saison, afin de les affiner.

Au début du mois d'avril,

les indicateurs tendent à converger vers une saison cyclonique 2024 plus active que la normale. La possible transition vers la phase La Niña du cycle ENSO est le scénario le plus probable, favorisant ainsi la formation de systèmes tropicaux. De plus, les températures de surface de l'océan Atlantique tropical sont actuellement et devraient rester significativement au-dessus des normales, augmentant les chances d'une saison plus dynamique.

Ces tendances s'appliquent à l'ensemble du bassin Atlantique tropical et la mer des Caraïbes, notamment Haïti, Saint-Domingue, Martinique, Jamaïque, Cuba, etc, mais il est important de souligner que les prévisions saisonnières sont particulièrement incertaines pour une île spécifique. Il est crucial de se préparer, quelle que soit l'activité prévue pour la saison cyclonique. Cette recommandation est d'autant plus pertinente pour 2024, qui semble promettre une saison active.

Le tableau suivant indique les différentes prévisions météorologiques publiées par différentes institutions dans ce domaine :

En somme, la saison des ouragans 2024 dans l'Atlantique va probablement battre des records. Officiellement, la saison des ouragans commence le 1^{er} juin dans l'océan Atlantique et le 15 mai dans le Pacifique Nord-Est, et se termine le 30 novembre dans les deux cas.

Pour cette année, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a publié la

liste des noms des ouragans retenus. Il s'agit de la même liste que celle utilisée lors de la saison 2018, à l'exception de Francine et Milton qui ont remplacé respectivement Florence et Michael. L'OMM annoncera les noms retirés, le cas échéant, au printemps 2025. Les noms qui n'auront pas été retirés de cette liste seront à nouveau utilisés pour la saison 2030. Voici les noms : 1) Alberto, 2) Beryl, 3) Chris, 4) Debby, 5) Ernesto, 6) Francine, 7) Gordon, 8) Helene, 9) Isaac, 10) Joyce, 11) Kirk, 12) Leslie, 13) Milton, 14) Nadine, 15) Oscar, 16) Patty, 17) Rafael, 18) Sara, 19) Tony, 20) Valerie et 21) William.

Il faut souligner que, chaque année, les ouragans deviennent plus intenses et de plus en plus de noms sont retirés des listes officielles établies par le comité des ouragans.

Face à ces prévisions, Haïti doit prendre des mesures préventives pour protéger sa population et minimiser les dommages potentiels. La surveillance météorologique doit être renforcée, avec une communication efficace des risques et des consignes de sécurité aux communautés vulnérables. La mise en place de plans d'urgence, notamment un plan de contingence réaliste, y compris l'identification d'abris sûrs et la préparation de stocks de nourriture et de fournitures médicales, est essentielle pour garantir une réponse efficace en cas de catastrophe.

Il est extrêmement important de coordonner les efforts en

tre les autorités gouvernementales, les organisations humanitaires, les ONG et la société civile pour une réponse efficace et coordonnée en cas de catastrophe. De plus, il convient de souligner que la gestion des risques est avant tout une question locale. Il est donc primordial de donner la priorité aux organisations nationales, aux organisations paysannes, aux femmes, aux leaders communautaires ainsi qu'aux collectivités territoriales pour qu'ils puissent gérer directement la préparation, la réponse et la réhabilitation. En renforçant ces structures, nous contribuons à une meilleure gouvernance du pays.

La saison cyclonique de 2024 représente un défi majeur pour Haïti et d'autres régions de la Caraïbe. En se basant sur les prévisions météorologiques et en mettant en œuvre des mesures préventives, le pays peut atténuer les risques et renforcer sa résilience face aux événements météorologiques extrêmes. La vigilance et la préparation sont les clés pour protéger la vie et les biens des citoyens et assurer un avenir plus sûr et plus durable.

***Talot BERTRAND, Ing-Agr. Spécialiste en Éducation relative à l'environnement Directeur national de Haïti-MET...O**
TÉLÉPHONE : +5037335953 (Whatsapp)
E-mail :
Page Facebook :
Compte Twitter : @haiti_meteo





LE FOOTBALL HAÏTIEN DANS LA TOURMENTE

Le désintérêt actuel envers le football national : Une réalité alarmante à surmonter

Par Ricot Saintil

Depuis un certain temps, l'équipe nationale de football ne parvient plus à susciter d'intérêt, en grande partie à cause de la gestion défaillante des dirigeants du football haïtien. La passion qui animait autrefois les supporters pour les Grenadiers s'est éteinte. Aujourd'hui, le football haïtien dans son ensemble nécessite une refonte, en particulier au niveau du comité exécutif. L'année en cours pourrait-elle enfin marquer un tournant pour le football haïtien, qui attend depuis trois ans l'élection d'un nouveau comité exécutif ?

La situation actuelle de nos équipes nationales demande une réponse immédiate. Le récent rassemblement en Guyane française a mis en lumière les défis administratifs auxquels nos sélections sont confrontées, notamment la gestion des joueurs et des joueuses ainsi que les déplacements à l'étranger, qui laissent à désirer.

Il semble évident que la Fédération haïtienne de football (FHF) rencontre des difficultés dans le processus de sélection des joueurs. Ces derniers temps, certains joueurs appelés en sélection ont décidé de ne pas répondre à l'appel. Le manque d'intérêt semble être lié à un manque de confiance envers la sélection, probablement dû à l'absence de projet clair et d'objectifs définis, y compris l'absence d'une perspective claire pour la Coupe du Monde 2026. Cette situation a conduit à des absences lors du match amical entre la Guyane française et Haïti le samedi 23 mars 2024.

La Coupe du monde 2026 est à seulement deux ans, mais la préparation pour y parvenir devrait déjà être en cours. Toutes les équipes

désireuses de participer ont entamé leur préparation en élaborant un projet soutenu par un budget. Ce projet comprend le recrutement d'un entraîneur qualifié et expérimenté, la planification de la campagne des éliminatoires, l'allocation budgétaire globale pour concrétiser le projet, ainsi que l'identification des joueurs nécessaires pour atteindre cet objectif.

Les membres du Comité de normalisation ne considèrent pas la Coupe du monde 2026 comme une priorité. Leur principal objectif est de maintenir le contrôle de la FHF sans organiser de nouvelles élections. Par conséquent, ils ne prennent pas de mesures pour mobiliser l'État, les entreprises privées, la population et la communauté du football en faveur de cet objectif commun. Le football haïtien se retrouve ainsi pris au piège entre les intérêts de la FIFA, qui semble satisfaite de la situation, et les membres du Comité de normalisation qui ne sont que des marionnettes.

Après plus de trois ans à la tête du football haïtien, le Comité de normalisation a montré ses limites. Sa nomination n'a été qu'un moyen pour la FIFA de plonger le football haïtien dans une crise sans précédent. Depuis janvier 2021, les problèmes de leadership, de gouvernance, de compétences et d'autorité persistent. Aucun membre du comité ne possède les qualités nécessaires pour inspirer la confiance des joueurs, des dirigeants, des journalistes et des supporters. L'absence d'une direction capable de redresser la FHF et de lui redonner sa place légitime tant au niveau international qu'au sein de la société haïtienne risque de reléguer le football au rang d'un simple divertissement, plutôt que de

le considérer comme un moteur de développement durable.

Pour remédier à la situation alarmante du football haïtien, il est crucial de trou-

ver des leaders compétents, charismatiques et expérimentés, capables de redonner confiance et crédibilité à la Fédération haïtienne de football. Cela passe par l'exigence

d'une élection transparente pour former un nouveau comité exécutif, une étape essentielle que le Comité de normalisation doit accomplir dans les meilleurs délais.



HAPPENINGS!

Continued from page 1

America.

We'll point out first to President Gustavo Preto, of the South America country of Colombia who, on April 17, stated, "Through illicit trade" his country is "partly responsible for the situation Haiti is now undergoing."

Undoubtedly, he means that Colombia corrupted Haitian leadership when the Caribbean country, closer to North American shores, has been used as a conduit for Colombia's cocaine business trade. That confession has additional weight because it was made during a meeting of the Colombian head of state with Brazil's President Luiz Inacio Lula da Silva, who goes by his nickname Lula.

Anyway, with Lula looking on, Gustavo Preto said he would contribute "in solving the crisis in Haiti." Undoubtedly, he intends to undertake a campaign to that end in concert with the Brazilian president and others, especially when, for no reason, he mentioned the name of Venezuela. That makes us think that he wants to rope in that other giant of South America in the yet-to-be-declared campaign to save Haiti. For, Venezuela, Colombia, Ecuador, Panama and other countries of Latin America were freed from the colonial yoke of Spain by Simon Bolivar, known throughout the region as "El Libertador" (The Liberator), who got help from Haiti, the new Beacon of Freedom in the world for enslaved people, after Haiti's declaration of independence on January 1, 1804.

It is from the port of Jacmel, in Haiti's southeastern region, that Bolivar left, sometime in 1816, fully equipped with arms and soldiers, even with a small printing press, to undertake the campaign of liberation of Gran Colombia, embracing several countries of the region, including then a sliver of Brazil. For the record, it's reported that in a meeting with his benefactor, Haiti's President Alexandre Pétion, Bolivar said he would credit Haiti wherever he succeeded. President Pétion discouraged him from doing so, but said he should free the slaves wherever he succeeded.

This aspect of Haiti being the "Mother of Freedom" in the Western Hemisphere got a boost from none other than former U.S. President William Jefferson Clinton, yes Bill

Clinton himself. In a video on TikTok, that has gone viral, someone who looks like Bill Clinton, says exactly that in what must be considered his new confession for causing so much harm to Haiti. Though some friends tell me that "this is a fake," and despite failed attempts to reach the former president's office to authenticate what I see and hear, I present, below, the transcript of the video, which began circulating April 16:

"Hello, Haiti, I know you're mad at me now for everything I've done to you. I know how angry you are, people of Haiti. I've destroyed your 'Ko chon Creole', I have destroyed your rice, and so on. So much money was given to us to help you as relief after the devastating 2010 earthquake!

"I'm sorry, but I have to say this part in Creole." [Probably he's referring to Kochon Creole, the Haitian black pigs, all of which were slaughtered in 1978, under the pretext that they were infected with Asian Swine flu. Those pigs were like money in the bank for Haiti's peasants. In their place the white American pigs were introduced in Haiti, but they didn't fare well. About destruction of Haiti's rice production, Clinton previously apologized for that, admitting that this was to the benefit of his Arkansas farmers.

In the current video, Clinton goes on: "For those who don't know, Haiti was like our home. We learn so much from that amazing country. We were taught how to speak Creole over there.

"It's time to make one thing clear. The government of Haiti is responsible for a lot of bad things that have happened over there. The government is so corrupted, they let anyone come to Haiti and do whatever they want.

"I am addressing this message specifically to Michel Martelly. You need to start loving your country. You guys are tearing this country apart. Haiti has the potential and the resources to become the top country in the Caribbean. Stop selling the land. Don't let people steal your gold. Nobody is perfect, including myself. I've made much mistakes. But I've learned from my mistakes.

"Haiti is the mother of freedom. And I am confident that Haiti will rise again. I am sorry, Haiti!" (Bold mine).

Artificial Intelligence based on Real Facts
If this confession was concoct-

ed to be expressed by "Artificial Intelligence," using a Clinton-like individual as speaker, I would say the real individuals behind the "artificial" ones have full knowledge of the subject at hand. They have done a masterful job, even down to pointing fingers at Michel Martelly, the self-styled "Legal Bandit" who was "elected" president of Haiti in 2011, with full support of then Secretary of State Hillary Clinton. For someone who lost more than one home in Florida in declarations of bankruptcy for inability to keep up with mortgage payments, Martelly left Haiti's presidency, after five years, as a multi-millionaire, especially from the \$4 billion Petro Caribe heist that took place under his watch. But being an American citizen, he and his family are enjoying their ill-gotten wealth in their adopted country while Haiti, their country of origin, is going down the drain.

Concerning the statement of "corrupted Haitian government" used by Bill Clinton, which allows anyone to come to Haiti and do what they want, selling the land full of underground treasure, such as gold, one can't help to think about Tony Rodham, Mrs. Clinton's brother. He was the board member of the U.S.-based VCS Mining company that, according to Google, "landed a lucrative gold-mining permit in Haiti, after Bill Clinton helped the country recover from earthquake devastation." That had not been done in 50 years.

Underscoring the rampant corruption in the government, Jean-Max Bellerive, Haiti's Prime Minister, who co-chaired, with Bill Clinton, the interim "Haiti Recovery Commission to Build Haiti Back Better," also sat on the board of the mining company. A multi-millionaire, now he lives in style in the Dominican Republic with his Dominican wife and two daughters.

Also, one would like to know whether Bill Clinton still holds title to the 600 square miles of land given to his foundation, adjacent to the VCS land that was appropriated with the help of Tony Rodham. Unfortunately, Tony is no longer with us. He died June 7, 2019.

S O S for Haiti from former President Barack Obama

Back to another authoritative voice making himself heard on the Haiti situation.

On April 8, I received a

video, purported to be Barack Obama speaking. I never saw his face, but heard the voice with a strong message, mainly to the international community, regarding the dire situation in Haiti. I tried, without success, to reach out to the former president's office to authenticate the long-running statement. I am not publishing it in full, but I will present some excerpts which buttress my assertion about a different narrative evolving regarding Haiti.

At the outset, the former president asks about "What is the model of the United Nations?" [Isn't it] "peace, dignity and equality?" And, rhetorically, he asks: "When Haiti has ever been at peace? When Haiti has ever been given back its dignity? We have done nothing substantial, other than debating since 2022."

Of course he's addressing the current situation about which he says, "I cannot stay quiet any longer. I'm here to talk about a nightmare that's not on a distant planet, but right here in our backyard, in Haiti." With much detail, President Obama describes the nightmare. And he asks: "How can this country breathe, hope, grow, when its lifeline is choked off, one bruising attack at a time?" (Bold mine).

And he answers: "The urgency of the situation cannot be overstated. Let's talk straight. Since October 2022, we, in the international community have been sitting in our comfortable chairs, debating whether to intervene. Security Council after Security Council, we debated on what to do, how to do it, or even to do it at all!"

He denounces the do-nothing attitude of those who could help Haiti and he points fingers at his own country for the weapons "Made in U.S.A" that are used to cause mayhem in Haiti.

He also singles out Dominican President Luis Abinader for being a "hypocrite who facilitates the shipment of guns to Haitian gangs and simultaneously cast aspersion on the Haitian people and prey on their citizens."

In conclusion, he pleads for action to save Haiti. "As we speak, Haiti doesn't need more debates, more discussion that leads nowhere. They need action. And they need it yesterday. We sat on our hands long enough, turning a blind eye, deaf to their cries for help. This isn't just a call for action. It's a scream for justice, for humanity to rise above politics, above indifference. I'm not just asking, I'm demanding that we all, especially those in power in the United States, and the United Nations, confront this crisis head on. Stop the flow of

guns. Provide meaningful aid. Step in and help restore some semblance of order and safety for Haiti."

And this last appeal to the collective conscience of the decision makers: "The blood of Haiti cries out to us. How we answer will define us forever. Let's choose to be the generation that stood up, that said: Enough! Amen! Let our legacy be one of action, compassion and humanity! Let's not wait for history to judge us harshly for our inaction! The time to act is now!"

BRIEFLY, HERE AND THERE

The first aircraft to land in Port-au-Prince in the past two months

On Tuesday, April 23, the first aircraft landed at the Toussaint Louverture International Airport in Port-au-Prince, since March 4 when heavily-armed gangs out-of-control since their February 29 general offensive, attacked the airport and other infrastructure, cutting off Haiti from the outside world.

A U.S. military aircraft, said to be a U.S. Air Force C-130, flew into the airport that Tuesday with "planned rotation personnel," according to a note from the U.S. Southern Command, to bring U.S. personnel to keep the embassy open and operating. Without specifying, it said that some equipment to help Haiti's National Police and its embryonic army may have been delivered also.

This proves that action taken by Haiti's Police and the embryonic Haitian army to clear the surroundings of the airport of a bunch of abodes, built willy nilly, and used by gangs as cover when carrying their attacks, has been a successful operation. On Thursday, April 25, two more flights landed at the Port-au-Prince international airport, an other U.S. Air Force craft and one of a private health organization. There's a glimmer of hope because American Airlines announced that in about two weeks, it will resume flights to Port-au-Prince.

Hopefully, attention will be given to our repeated demand for a full remobilization of a modern Haitian Armed Forces (FAd'H), under democratic governance. The work they did around the Port-au-Prince airport to allow resumption of flights is a testimonial of their vision and capability. We've maintained that the Haitian military know their countrymen unlike the foreign troops which, over three decades have been brought to Haiti

Continued to page 15

GROS SCANDALE AU SEIN DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL À PEINE NÉ

L'élection du Premier ministre dénoncée; celle du président du CP aussi

Des dénonciations à deux niveaux de cette structure

Suite de la page 1

du 3 avril stipulant la soumission des noms pour le choix du Premier ministre par plusieurs secteurs, qui a été totalement ignoré.

tiques et économiques, ont décidé de prendre le contrôle du Conseil et du gouvernement pour continuer à contrôler l'État [...] et se partager le gâteau ».

Fanmi Lavalas, qui est logé à

des membres majoritaires ayant nommé Leblanc. Pour celui-ci, les quatre membres majoritaire, qui s'étaient résolus à nommer l'ancien sénateur, auraient dû recourir au protocole établi dans

Gilles, qui représente l'Accord du 21 décembre rejette le choix Fritz Bélizaire, qu'on dit être le candidat de Moïse Jean-Charles.

Louis Gérald Gilles représentant de l'accord du 21 décembre

respect de l'accord du 3 avril 2024, dans le cadre de la désignation du PM. Signalons encore que trois entités faisant partie de la majorité EDE/RED/Compromis Historique, Accord 21 décembre}



Les neuf membres du Conseil présidentiel divisés sur le choix du président du CP et celui du Premier ministre.

À cet égard les tenants de l'Accord de Montana soulignent : « Des forces massives, poli-

la même enseigne, par rapport à l'Accord de Montana, par l'organe de son représentant, au sein du CP, Leslie Voltaire, fustige les au

l'accord du 3 avril 2024 en soumettant son nom aux autres membres.

Signalons que Louis Gérald

au CPT désapprouve la manière dont le choix de Fritz Bélizaire a été fait par la majorité dégagée au sein de cet organe. Il appelle au

prennent leur distance par rapport à la manière dont le choix de l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, Fritz Bélizaire, a été fait.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



LE DÉPLOIEMENT DE LA FORCE DE SÉCURITÉ INTERNATIONALE INCERTAIN

Une stratégie de rechange mise à exécution par les pays tuteurs

Possibilité de se rabattre sur la FAdH et la PNH...

Suite de la page 1

sécurité haïtiennes elles-mêmes.

En effet, la date de déploiement des policiers du Kenya, en Haïti, coïnciderait avec la visite, à Washington, du président kenyan, Walter Ruto, le 23 mai. Cette information est attribuée au journaliste américain Jakob Johnston, sans donner trop de détails, quant à la date exacte de ce déploiement. Selon toute vraisemblance, ce qui a l'allure d'une hésitation vient du fait que les autorités kenyanes n'ont pas encore les coudées franches pour faire une déclara-

tion progressive avec le temps.

Voyant les États-Unis, le Canada, la France et les pays de la CARICOM au travail, il paraît clair qu'ils sont motivés par cette phrase latine, « *Civis pacem, para bellum* » (*Qui veut la paix prépare la guerre*).

En effet, comment expliquer le fait que, selon les autorités kenyanes, surtout le président Ruto, les forces de sécurité de ce pays se préparent, en vue de leur lancement en Haïti, alors que des policiers issus des pays de la CARICOM s'entraînent active-

ment.

Il y a lieu de souligner que l'envoi, par cargo militaire, de ces armes et équipements intervient après la création du Conseil présidentiel intérimaire, suivi de sa mise en place. Les autorités américaines avaient, quelques semaines auparavant annoncé l'envoi des USD millions \$ d'armes et de munition, à la PNH, extraits des réserves militaires. Il n'y a rien à deviner ici : Il s'agit d'une stratégie menée à main de maître pour faire aboutir les armes, munitions et autres matériels, à point nommé et à l'heure indiquée.

Ignorant le protocole, en ce qui concerne la façon dont seront employés ces matériels militaires, il est possible qu'ils soient utilisés aussi à armer les membres des Forces armées d'Haïti. Surtout que, sans le dire publiquement, il y a une tendance à réduire la sévérité de l'embargo sur l'importation des armes et munitions que les décisions américaines font peser sur les militaires haïtiens.

D'ailleurs un fonctionnaire du Département d'État, parlant sous le sceau du secret, a révélé que ces restrictions imposées sur les militaires haïtiens, en matière d'armes et de munitions, seraient prochainement apaisées.

Dans les milieux proches de la diplomatie américaine, les discussions ont tourné sur les bonnes notes décernées aux FAdH par leur « *robuste collaboration* » aux forces de Police, dans leurs opérations contre les gangs armés.

ont félicités pour leur intervention musclée, auprès de la PNH, particulièrement lors de l'attaque dirigée par les gangs, regroupés au sein de la formation « *Viv Ansanm* » dirigée par Jimmy Cerisier, alias Barbecue. Cette offensive, on se souvient, avait fini par entraîner l'arrêt des vols de Port-au-Prince à des destinations étrangères ou vice-versa, une situation qui persiste encore aujourd'hui.

Ces éloges dirigés sur les Forces armées d'Haïti, dans des milieux diplomatiques américains, ont fait savoir encore que sans l'apport des militaires haï-

déployés dans vingt jours. Aucune chance qu'à cette date le verdict de la plus haute Cour de justice du Kenya aura été prononcé pour permettre aux forces de sécurité kenyanes de faire voile pour Haïti.

Il faut admettre que, tout compte fait, les ressources sont disponibles pour suppléer au déficit de l'absence des forces du Kenya. Mais, entre les policiers de la CARICOM subissant un entraînement intensif, les forces de sécurité, dont les brigades d'élite se trouvent sous entraînement offert par des unités spécialisées; en sus des soldats des Forces armées



Ariel Henry reçu par le président William Ruto, dans le cadre de la signature de l'accord paritaire avec Haïti.

tion catégorique, à ce sujet, se trouvant sous le coup des restrictions judiciaires.

Bien que, voulant se conformer avec l'exigence de la plus haute Cour de justice du Kenya, ordonnant la conclusion d'un accord de parité avec Haïti, pour que soit possible l'envoi de forces de sécurité de ce pays en Haïti, M. Ruto a signé un tel protocole avec Ariel Henry, seulement quelques jours avant sa démission, le dossier n'est pas encore resoumis pour être traité par la justice, qui serait susceptible, souhaite le président Ruto, de donner le feu vert au déploiement des forces de sécurité du Kenya en terre étrangère, en l'occurrence, en Haïti.

Civis pacem, para bellum ?

Il y a plein à parier que les pays impliqués à conditionner le Kenya, en vue du succès de la mission de ses forces de sécurité en Haïti, se donnent tous les moyens pour mettre fin à l'empire des gangs en Haïti. Aussi ne dorment-ils pas sur leurs lauriers, alors que passent les jours, pendant que les chances de déploiement des Kenyans en Haïti s'éloi-

ment dans un ancien complexe de détention, à la Jamaïque, sous la direction de militaires canadiens ?

Les observateurs doivent suivre de près les actions des Américains, notamment le transport d'armes, de munitions, et des



Les deux derniers avions militaires des États-Unis sur la piste de l'aéroport international Toussaint Louverture livrant des matériels à la Police d'Haïti.

médicaments en Haïti destinés à la Police nationale, faisant allusion, en passant, aux Forces armées, qui sont sous le coup d'un embargo

L'attention est surtout attirée sur des opérations menées en tandem avec les forces de Police.

En effet, les militaires haïtiens



La cérémonie de l'accord de parité proprement dite.

tiens dans les interventions conjointes avec la Police, celle-ci n'aurait jamais été capable de repousser les criminels.

Et si William Ruto ne peut pas déployer ses policiers en Haïti

d'Haïti, il y a de quoi mettre les bandits en déroute.

Quant on ajoute l'apport des entraîneurs américains, canadiens et français, dont les moyens restent un inconnu, qui pourrait se révéler mortel, les acteurs internationaux finiront par se rendre compte qu'ils n'avaient pas besoin d'offrir USD 600 millions à William Ruto pour avoir raison des bandits armés.

La communauté internationale, que les Américains mènent par le nez, dans toutes les directions, y compris, qui s'est embarquée derrière eux, dans cette aventure kenyane, se rendra à l'évidence combien elle s'était laissée bernée, jusqu'à contribuer des centaines de millions pour confier au Kenya lointain une tâche totalement à la portée des forces de sécurité locales.

Il y gros à parier que les démarches orchestrées autour de l'engagement du Kenya dans l'aide de la Police nationale d'Haïti à combattre les criminels armés avait un objectif tout autre, mais qui reste toujours inconnu. Seule une enquête approfondie menée par des experts permettra d'en découvrir la nature.

L.J.

On est déjà au troisième jour du mois de mai, en théorie, selon les déclarations du président Ruto, les policiers du Kenya devraient être

ÉDITORIAL



Après l'accident mortel d'un hélicoptère militaire du Kenya, quel sort attend le déploiement de la force multinationale sur Haïti ?

Le général Francis Ormon di Ogolla, 61 ans, chef des Forces de défense du Kenya, a trouvé la mort, le 18 avril, ainsi que huit autres hauts gradés militaires, lorsqu'un hélicoptère militaire s'est écrasé en catastrophe, avant de prendre feu au sol. Annonçant la catastrophe au peuple kenyan, le président William Ruto a déclaré qu'une enquête est diligentée, afin d'établir les causes de cet accident dévastateur, surtout que ce pays africain s'est porté volontaire pour diriger la force multinationale de sécurité en soutien à la Police nationale d'Haïti, dont le déploiement est attendu depuis plus de sept mois.

En effet, ce dernier crash qu'a esuyé l'aviation kenyan soulève bien des préoccupations, auprès des partenaires internationaux du Kenya, notamment ceux impliqués dans la recherche et le maintien de la paix, à l'échelle mondiale, particulièrement le Conseil général de sécurité de l'ONU, ayant voté cette mission, par onze voix pour et deux contres, l'Union soviétique et la Grande Chine, mais surtout les États-Unis, le Canada, la France et d'autres pays d'Europe et d'Amérique latine, en sus de la Caraïbe, regroupés autour du projet de cette mission non onusienne, autorisée par le Conseil général de sécurité de l'ONU. À la suite de la dernière vague de violences des criminels, dont l'escalade a sérieusement aggravé la condition sécuritaire, dans le pays, et porté les Américains à demander la démission du Premier ministre de facto, Ariel Henry, le gouvernement kenyan, impatient de voir se concrétiser ce déploiement, n'avait pas besoin d'ajouter un autre méga accident à son palmarès de catastrophes militaires aériennes. Surtout qu'en l'espace de six mois l'aviation du Kenya avait connu quatre précédents accidents graves, dont un impliquant un hélicoptère civil, avant ce dernier, dans lequel a péri le général Ogolla.

En effet, le 20 novembre 2023, deux incidents séparés ont secoué le comté de Wajir. Un hélicoptère, en mission de secours alimentaire, a fait un terrible accident, naufrage fait, au moment du décollage, à Buna, dans le nord de Wajir, alors qu'au même moment un autre gyrovion civil, en route pour Arbajahan, pour délivrer des matériels d'examen, tombait à l'aéroport international de Wajir. Heureusement que, les deux incidents, survenus à moins d'une minute d'intervalle, ont causé des blessures.

D'autre part, en novembre 2023, deux pilotes de la Force de défense

kenyan ont été hospitalisés après que leur hélicoptère eut fait naufrage, dans la région de Kisamis, dans l'ouest de Kajiado. Cet accident avait suivi celui survenu le 9 novembre quand un hélicoptère modèle Fennec de l'Air Force du Kenya, en route pour Nairobi, a fait collision avec un câble de haute tension.

Auparavant, en juillet 2023, un autre hélicoptère, qui transportait des officiels accompagnant le secrétaire à la Défense, Aden Duake, dans une mission liée à la sécurité dans cette région volatile de Baringo, a fait accident au Che molingot Stadium. Tout le monde en est sorti indemne, bien que l'appareil se soit heurté à un arbre.

Encore une fois, en juin 2021, un autre hélicoptère militaire, dans une mission d'entraînement de routine, a fait accident à Kajiado, causant le mort d'au moins 10 membres de la Force de défense du Kenya. L'appareil avait tourné pendant plus de vingt minutes, les occupants ayant tenté vainement de s'échapper, avant la catastrophe.

À la lumière de l'arrivée de policiers du Kenya, à la tête de la Force de sécurité internationale de soutien à la Police nationale attendue en Haïti, dont le déploiement se fait cruellement attendre, il faut s'interroger sur l'impact de la mort du général Francis Ormondi Ogolla sur cette mission kenyan.

En effet, le président Ruto avait trouvé en ce dernier un allié « sûr » dans l'élaboration de sa politique militaire, le résultat d'une amitié construite qu'on aurait jugée politiquement improbable. Car, sur le point de choisir le défunt général pour prendre le leadership de la Force de défense du Kenya, après sa victoire aux élections de 2022, il avait passé outre à la recommandation de son conseiller qui s'était opposé à ce que le président du Conseil électoral prononce M. Ruto le vainqueur à ce scrutin. Mais le président élu Ruto devait répondre que parmi les militaires disponibles, Orgolla était le meilleur candidat pour la fonction. Aussi le défunt général avait-il déconseillé le choix de Francis Ormondi Ogolla. Mais, sur la base de ce choix devait sortir une amitié solide et un collaborateur militaire de confiance. Les observateurs pensent que M. Ruto ne choisira pas le premier candidat soumis à sa sagacité pour le remplacer.

Assurément la disparition du général Orgolla va donner lieu à un réalignement des attributions, au sein de l'Armée kenyan, une tâche qui exige des décisions et des mises en place auxquelles ne s'attendait pas William Ruto. Il y a gros à parier que la stratégie que

ce dernier doit appeler à mettre en branle, pour gérer la succession du général défunt, contribuera à retarder davantage le déploiement vers Haïti de la mission de paix internationale, sous la houlette de la Police kenyan.

Dans la mesure où l'opposition kenyan reste ferme, dans sa réfutation du lancement d'une mission militaire ou de la Police kenyanes à l'étranger, s'attend à lancer une nouvelle procédure judiciaire contre cette initiative du président Ruto, au moment opportun, il faut prévoir une nouvelle offensive de sa part auprès de la justice de ce pays. à tout instant. Nonobstant les dernières déclarations du président Ruto relatives aux possibilités d'envoyer des policiers du Kenya en Haïti, « dans les jours qui viennent », consécutivement à l'installation du Conseil présidentiel, il ne peut donner aucune garantie quant à la concrétisation d'une telle décision. Autrement dit, William Ruto et son équipe ne sont pas sortis de l'auberge, par rapport au déploiement des forces de sécurité du Kenya en Haïti.

Ekuru Aukot, éminent avocat du Kenya et ancien candidat à la présidence, qui avait déposé une plainte contre l'envoi de policiers kenyans en Haïti, avait eu gain de cause, la plus haute Cour de Justice du pays, dans son ordonnance, ayant mis en veilleuse la décision du président, tant que n'aurait pas été conclu un accord de parité avec Haïti. Ce pacte

signé, au début du mois de mars entre le Premier ministre de facto et le président Ruto, ce dernier ne tardait pas à déclarer victoire, annonçant, sans tarder, que les forces de sécurité de son pays seraient prochainement déployées en Haïti.

Observant les décisions des pays engagés dans la recherche d'une solution à la crise haïtienne, notamment les États-Unis, les Canadiens, les Français et alliés, y compris les Nations Unies, on peut judicieusement conclure qu'ils doutent du lancement éventuel de la mission internationale de sécurité sur Haïti, sous la direction du Kenya, puis que craignant aléatoirement une autre décision de la justice kenyan, par rapport à ce dossier.

Il faut souligner que ceux qui suivent de près cette affaire n'ignorent pas que Me Aukot avait annoncé la couleur dans une de ses interventions publiques. N'avait-il pas dit, en effet, qu'Ariel Henry n'avait pas de compétence pour signer un accord paritaire avec le Kenya, parce qu'il était une autorité de facto ? Aucun doute, cet argument sera la pierre angulaire de la prochaine plainte du futur demandeur Ekuru Aukot.

Le général Francis Ormondi Ogolla, bien que définitivement absent comme acteur politique, au Kenya, risque d'influencer négativement le déploiement des policiers de ce pays, en Haïti. Quant à l'avocat Ekuru Aukot, il reste l'ennemi numéro un de cette initiative.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12215 Joseph Cassavani
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Faldheites, 8^e Et. Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

55.00 FF, pour six (6) mois
 100.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 75.00 US, pour six (6) mois
 140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

75 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



After the fatal crash of a Kenyan military helicopter, what fate awaits the deployment of the multinational force in Haiti?

General Francis Ormondi Ogolla, 61, head of the Kenya Defense Forces, was killed on April 18, along with eight other top military officers, when a military helicopter crashed and burst into flames on the ground. Announcing the disaster to the Kenyan people, President William Ruto declared that an investigation was being carried out to establish the causes of this devastating accident, especially as this East African country had volunteered to lead the multinational security force in support of the Haitian National Police, the deployment of which had been delayed since that was announced seven months ago.

Indeed, this latest crash by the Kenyan air force has raised many concerns among Kenya's international partners, particularly those involved in peacekeeping and peacemaking on a global scale, especially the UN Security Council, which voted in favor of the mission, by eleven to two with Russia and China abstaining. However, the United States, Canada, France and other European and Latin American countries, in addition to those of CARICOM rallied around the project for this non-UN mission, authorized by the Security Council. In the wake of the latest wave of all out violence by the gangs, the escalation of which seriously has worsened the security situation in Haiti, that has led the Americans to call for the resignation of the de facto Prime Minister Ariel Henry. With Kenya's government impatient about deploying the Police force in Haiti, that's all it needs to add another mega-accident to its record of military air disasters. Especially since, within six months, Kenya's air force had experienced four previous serious accidents, including one involving a civilian helicopter, before this one, in which General Ogolla perished.

On November 20, 2023, two separate incidents shook Wajir County. A helicopter, on a food relief mission, suffered a terrible accident, blowing up on take-off, at Buna, in northern Wajir. At the same time, another civilian gyroplane, on a flight to Arbajahan to deliver health examination materials, fell at Wajir International Airport. Fortunately, the two incidents, which occurred less than a minute apart, caused no injuries.

On the other hand, in November 2023, two Kenyan Defense Force pilots were hospitalized after their helicopter sank in the Kisamis region, west of Kajiado. This accident followed one on November 9, when a Kenyan Air

Force Fennec helicopter, flying to Nairobi, collided with a high-voltage cable.

Previously, in July 2023, another helicopter, carrying officials accompanying the Secretary of Defense Aden Duake, on a security-related mission to the volatile Bariango region, crashed at Chemolingot Stadium. Though the aircraft had collided with a tree, everyone escaped unhurt.

Again, in June 2021, another military helicopter, on a routine training mission, crashed in Kajiado, killing at least 10 members of the Kenya Defense Force. The aircraft had been spinning for more than twenty minutes, the occupants having tried in vain to escape, before the disaster.

In light of the Kenyan police officers expected to lead the long-awaited International Security Force in support of the Haitian National Police, the sudden death of General Francis Ormondi Ogolla's will have an impact on the mission.

Indeed, President Ruto had found him to be a "reliable" ally in the development of his military policy, the result of a friendship built up that would have been considered politically improbable. For, on the verge of choosing the late general to take over the leadership of the Kenya Defense Force, following his victory in the 2022 elections, he had to overrule his advisor who had objected to the nomination, on the basis that he was critical of the chairman of the Electoral Council who had pronounced Mr. Ruto the winner in the polls. But President-elect Ruto responded that, among the available military, Orgolla was the best candidate for the job. And the choice of General Ogolla by the president led to a solid friendship with a trusted military collaborator. Observers believe that Mr. Ruto will ponder some before choosing among the candidates suggested to him for his replacement.

General Orgolla's death will undoubtedly lead to a realignment of responsibilities within the Kenyan Army, a task requiring decisions and implementations that President Ruto was not expecting. It's a safe bet that the strategy the president will use to implement the late general's succession will contribute to further delaying the deployment of the international peace mission to Haiti, under Kenyan leadership.

Insofar as the Kenyan opposition remains firm in its stand against any launch of a Kenyan military or police mission abroad means that legal proceedings against President Ruto's action will soon be unleashed. We must

anticipate, at any moment, a new judicial offensive by the opposition which previously found support from the Judiciary. Notwithstanding President Ruto's latest declarations concerning the possibility of sending Kenyan police officers to Haiti "in the coming days", especially after the installation of the Transitional Presidential Council, there's no guarantee he can carry through with his decision. In other words, William Ruto and his team are not out of the woods when it comes to the deployment of Kenyan security forces in Haiti.

Ekuru Aukot, a prominent Kenyan lawyer and former presidential candidate, who had lodged a complaint against the dispatch of Kenyan police officers to Haiti, had won the case. The country's highest court had put the President's decision on hold until a parity agreement with Haiti had been reached. This pact was signed in early March by Ariel Henry, the de facto Prime Minister, who had traveled to Nairobi for the occasion, photographing himself with President Ruto. And the Kenyan president quickly declared victory, announcing that his country's security forces would soon be deployed in Haiti.

Observing the decisions of the countries involved in the search for a solution to the Haitian crisis, notably the United States, Canada, France and their allies, including the United Nations, we can safely conclude that they too doubt the eventual launch of the international security mission for Haiti, under the leadership of Kenya. Most of them fear another negative decision by the Kenyan justice system, in relation to this case.

It's worth pointing out that those following this affair closely must be aware that Aukot, the lawyer, had announced his position in a public speech. Didn't he say that Ariel Henry was not competent to sign a parity agreement with Kenya, because he was a de facto authority? Undoubtedly, this argument will be the cornerstone of the complaint of the future plaintiff Ekuru Aukot.

General Francis Ormondi Ogolla, though forever absent as a political player in Kenya, is likely to have a negative influence on the deployment of police officers from that country to Haiti. And, for sure, lawyer Ekuru Aukot will remain the Number One enemy of this initiative.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérald Louis Jacques
514 321 6434
17 Haïti OR Canada
12213 Joseph-Cassavuni
Montreal H3M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Vallbaum
13 K Avenue Faidherbe, 81 St Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe:
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe:
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

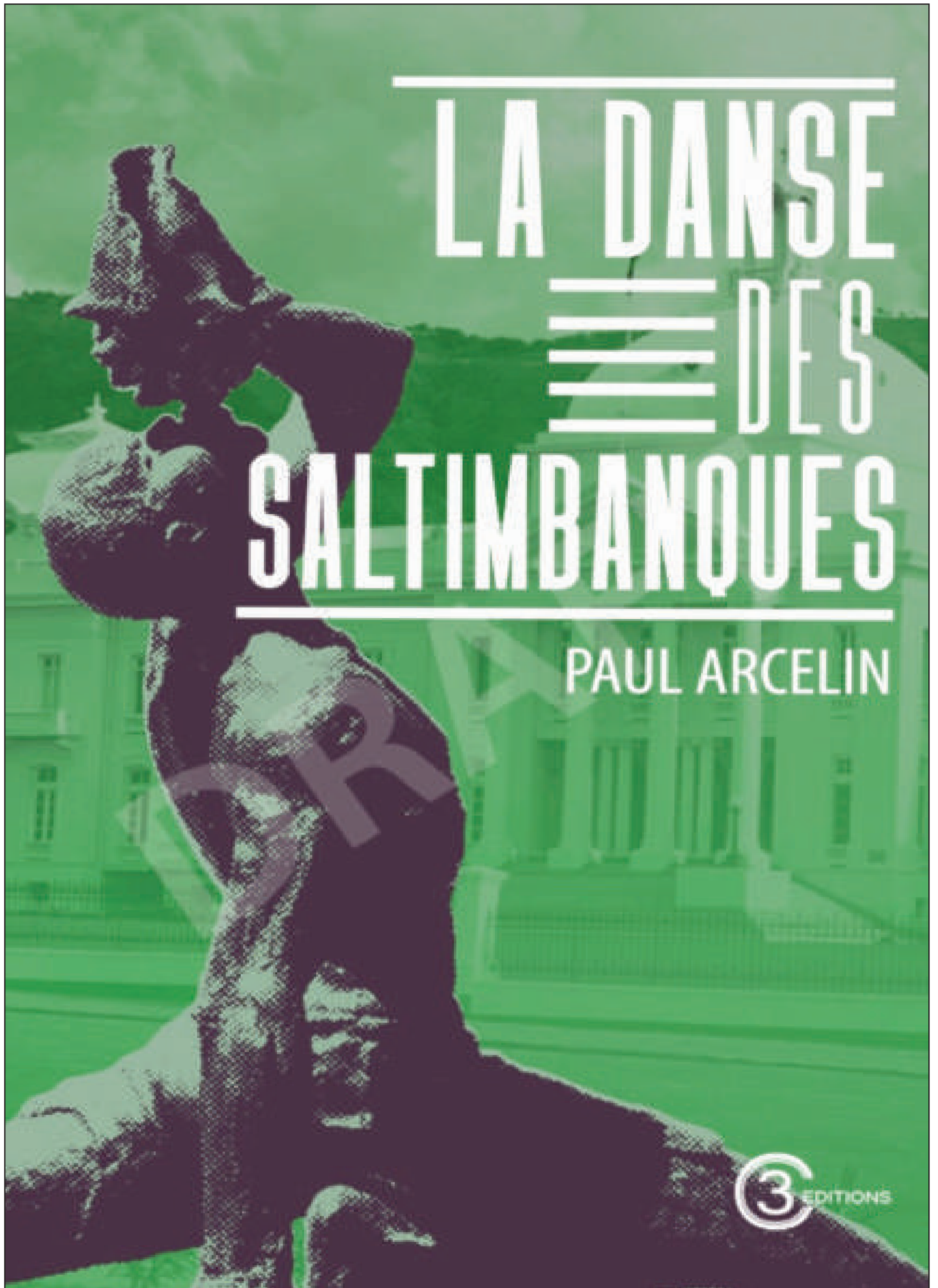
City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



LA DANSE DES SALTIMBANQUES

PAUL ARCELIN

3 EDITIONS



HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA



TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm



INSCRIPTIONS OUVERTES

seurs sont formés pour
ec et fournir un soutien aux
ont la langue maternelle n'est
s. Des services de traduction
nent disponibles pour tous les
en font la demande.

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL

259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL

856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-5681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL

2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org

vous offrent des programmes et des
services d'éducation spécialisés dans
le bâtiment de l'école ou dans un cadre
déterminé par le Comité de l'éducation
spéciale du district.

Une école publique sans frais
de scolarité.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2024

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BL. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM



Over 25 years of smiling the community! Satisfaction guaranteed!

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Kreyòl

Soti nan paj 6

zonbi, chan batay, paske vyolans la rive tou pre yo. Kadav, kreyen vivan, lafanmi, tout bèl rèv lage atè nan lari kote y ap pouri, san okenn dignite, epi menm mò pa an repo. Sa pa sèlman tris, men se youn bagay ki degoutan fopaplis, pou nou tout ki rele ièt nou kreyen vivan.

« Pandan n ap pale a, Ayiti pa

bezwen plis reyinyon kote y ap pale anpil, kote y ap fè youn bann diskisyon ki p ap mennnen okenn kote. Se aksyon kilfo. E se depi ayè pou sa te fèt. Nou annik chita, men nou nan pòch nou, nou vire je nou pou n pa wè, nou bouche zòrèy nou pou n pa tande y ap rele anmwey vin ede nou !

« Sa m ap di la a, se pa sèlman ke m ap mande pou gen aksyon ki pran. Se anmwey m ap rele pou m di fòk gen jistis, fòk

santiman kreyen vivan nou pran devan, pou n depase kesyon politik ak endiferans, kòm si sa pa regade n. Jan m di a, se pa sèlman mande m ap mande konsa konsa. M ap rele byen fò, m ap di fòk nou tout, espesyalman sa yo ki opouvwa Ozetazini, epi nan Nasyon Zini, pran sa oserye, epi fè fas a kriz la dirèk dirèk! Sispann trafik zam nan. Bay bonjan èd, jansadwa. Debake epi bay èd kilfo pou Ayiti ka vin nan youn sityasyon kote bagay yo rantrè nan lòd epi sekirite retounen.

« Sa depase kesyon de politik

etranjè, osnon relasyon entènasyonal. Sa gen pou wè ak valè, sètadi pri ak enpòtans lavi youn kreyen vivan, Ki klas lavi nou vle genyen pandan n ap viv sou tè sa a, epi ki klas egzansp nou vle kite dèyè lè nou pa la ankò? Èske nou satisfè pou n chita bra kwaze ap gade bandi k ap ansasinen kreyen vivan an kantite, osnon èske nou pito vin parèt kòm mounn k ap pote lespwa, k ap fè tou sa k pou fèt pou ka gen lapè ?

« San pèp Ayisyen an ap rele anmwey nan zòrèy nou. Selon jan nou repom, sa pral montre ki klas mounn nou ye pou vitam etè-

nam! Annou chwazi pou n se jenerasyon sa a ki te kanpe, ki te di : Sèt Ase! Amèn! Lè nou pa la ankò, se pou n kite egzansp ke n te pase a laksyon, ak konpasyon ak bonjan santiman mounn—jansadwa ! Pinga nou chita rete tann pou listwa jije nou byen rèd, paske nou pa t aji jansadwa ! Se kounnye a pou n aji !

“ SOVE AYITI ! SE PASE A LAKSYON KOUNNYE A MENM !”

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

THE WYCLEF'S COLUMN

Reflecting on the recent tragedies in Haiti, it's crucial to first acknowledge the immense suffering endured by the Haitian people

By Wyclef Jean

The past years have been marked by unbearable hardships, with over 300,000 people displaced, rampant kidnappings, killings, massacres, the burning of neighborhoods and key institutions of knowledge and a total economic collapse.

These events have left deep scars on our nation and have tragically shaped the current landscape of our beloved homeland.

As we search for solutions to these tough challenges, both Haitians at home and in the diaspora have been deeply engaged in conversations about our nation's future. In this spirit of collective problem-solving, I offered my thoughts in a recent tweet ending with:

“In conclusion, I said if it was up to me, I would have followed the constitution and made the head of the Supreme Court the president, but at this point, it's out of my hands.”

But now that a crucial step

forward has been taken with the inauguration of the transitional Presidential Council, it is important to recognize that, while some elements of this alliance have been viewed as part of the problem, especially as the instigators and perpetrators of numerous violations that intensified systemic challenges, the establishment of the council represents a significant stride toward filling the governance void.

It is my hope that this initial move begins to foster a Haitian consensus that can hopefully pivot the nation's trajectory away from past destructive practices. It offers an opportunity to finally listen to and address the needs of the Haitian population, especially the most vulnerable. In light of this, it is now imperative to focus our attention on the main security issues, which should be addressed before any real and tangible progress toward sustainable peace and development can be achieved.

Stabilizing the nation is the

foundational starting point towards achieving the broader goals of implementing constitutional reform and holding democratic, fair, and credible elections within the two-year transition period. But more importantly, a first step towards delivering the necessary aid to prevent a humanitarian catastrophe, where nearly 5 million people are at risk of starvation.

To do so, I strongly believe that a genuine Haitian solution requires a thoughtful and inclusive approach and the presence of all voices at the table. A solution that truly reflects the Haitian context must include representatives from all sectors of society and all walks of life, fostering an environment that supports sustainable peace and development. In order to do so, we need to explore global models of conflict resolution and post-conflict solutions. However, it is also crucial that we integrate our rich cultural heritage and the unique insights of our local communities into

these frameworks. This culturally steeped approach will ensure that solutions are not only effective but also in line with the values and daily realities of the Haitian people.

As a proud Haitian living abroad, I believe it's crucial for all of us to engage actively in shaping the future of our country.

It is important to me that we do not perpetuate a system of exclusion and inequity, as we ensure that everyone's voice - especially those of the most vulnerable and the unheard, including voices from all factions and sectors - is represented in our efforts to address the challenges we face.

In this spirit, I am ready to contribute to discussions, particularly on security issues and peace building efforts, and work towards solutions that honor and protect the interests of all involved parties.

As we acknowledge and honor the voices of the many victims affected by this profound

and tragic crisis, it is essential that we engage in candid, challenging dialogues and devise solutions that unite and advance us.

Despite the fragile state of our governance and the daunting path that lies ahead, I firmly believe in the potential of a thriving Haiti. Our nation is blessed with young, vibrant people of extraordinary mettle and ingenuity imbued with a warrior-like spirit.

Historically, we have made significant marks on history, and by the sheer nature of our people, we are destined against all odds to continue to do so.

While the task promises to be arduous and demanding, I am committed to contributing with all my capability.

Despite all, Haiti continues to be a beacon of freedom and liberty for the world. There is no doubt in my mind that through our collective effort, we Haitians will reshape our future.

W.J.

HAITI
OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Lè manke gid, pèp la gaye!

HAPPENINGS!

Continued from page 7

Haiti under United Nations sponsorship to just observe the expansion of gangs throughout the land, besi des infecting Haiti with cholera that has killed thousands and leaving a bunch of kids fatherless in Haiti.

TikTok banned in the U.S. by Congressional vote

A week ago, on Tuesday, April 23, the Senate approved, 79 to 18, the bill that included the ban on TikTok, which slipped into the package approved by the Lower House on Saturday, February 20, to provide aid to Israel, Ukraine and Taiwan. For once, there has been broad support both from Democrats and Republicans to accomplish this feat.

Threatened for years, the Chinese-owned TikTok platform app is supposed to be sold to an American entity. It is blamed for being a risk to national security. One wonders whether there will be retaliation on the part of China regarding some U.S.-owned

platforms operating there. Il n'est que d'attendre, as they say in French. It's wait and see.

The "Transitional Presidential Commission" sworn into office, only the first step

There's still no consensus on acceptance of the Transitional Presidential Commission (TPC) that was approved in Kingston, Jamaica, on March 11, by the CARICOM heads of state with the support of the bigwigs of the international community.

However, last Thursday, April 15, the TPC was sworn into office in a game of hide-and-seek. Reportedly, there was a secret ceremony at the National Palace, the seat of presidential power. But the presentation of the group of nine (9) heads of the TPC to the public happened at the "Villa d'Ac cueil," a government complex in the safer neighborhood of Musseau where the de facto Prime Minister Ariel Henry had moved since July of 2022, when gangs had taken control of the building housing the main Courthouse, not far from the official Prime Minister's of

office at the Bicentennial neighborhood in downtown Port-au-Prince.

On deciding who will be chosen among themselves to be president of the group, the TPC must move swiftly with naming a new Prime Minister.

Meanwhile, in a letter dated April 24, from Los Angeles, Ariel Henry officially sent in his resignation letter. Apparently, he was told by his foreign bosses that time is up. For, early in March, when he first announced he would resign, he had said he wouldn't do so until a new Prime Minister was named. For an illegitimate de facto prime minister, who was imposed on the Haitian people, on July 20, 2021, by a tweet of the CORE Group syndicate of Western ambassadors in Port-au-Prince, Dr. Henry had become enamored of power and had tried all tricks to delay his departure. But just as he was tweeted into power, now he has been zoomed out.

The official inauguration, last Thursday, of the TPC is a victory for Leslie Voltaire, an influential member of the presidential organization who, ear-

lier in the week had confirmed the swearing-in of the plural presidency. He may even become the president of all the presidential colleagues. And, behind the scene, former President Jean-Bertrand Aristide would be influencing events, because Leslie Voltaire is a close aide of his.

Such is the new situation in Haiti facing a multifaceted crisis that should not have been left to fester, but should have been solved "yesterday," according to former President Obama.

An international pro-Haiti declaration

During the U.N. summit in Geneva, Switzerland, two weeks ago of people of African descent (French acronym PFPAD), twenty organizations announced, on April 18, that they intend to set up an independent commission to supervise restitution to Haiti by France of the double debt of independence that King Charles X had imposed, by military force, on Haiti in 1825. Reportedly, in a series of articles in the New York Times, in May 2022, the 150 million francs, reduced to 90 million, was finally paid in 1947. According to the Times, that amounted to more than \$21

billion in today's dollars. Imagine that because the victors, our ancestors, who defeated the mighty army of Napoleon Bonaparte, on November 18, 1803 at the Battle of Vertières, we had to pay the vanquished for property loss, including slaves.

According to the declaration of those meeting last week in Geneva, adding interest to the independence debt over more than a century, they contend that it is \$100 billion that France owes Haiti. Interestingly, on the 19th, a day after the group's declaration for French reparations to Haiti, Volker Türk, the U.N. High Commissioner for human rights, issued the following statement in French, which we translate into English: "I joined myself to your demand for immediate action. Concerning reparations, finally we must initiate a new era. The governments must show proof of true leadership in sincerely taking engagements to rapidly go from words to actions, in order to repair harm done in the past."

Here, we rest with our assertion that there's a change of paradigm regarding Haiti.

RAJ


raljo31@yahoo.com

Injection, tests, examens médicaux et fractures.

C'EST LA VIE.

Inscrivez-vous maintenant pour vous assurer que tout soit couvert par votre assurance-maladie à partir de 2024.



 nystateofhealth.ny.gov

 (855) 355-5777





LA COUPE D'EUROPE DES CHAMPIONNES

Melchie Daële Dumornay « Corventina », une Haïtienne en finale

Le samedi 25 mai prochain, la vie s'arrêtera sans doute en Haïti, et parmi les millions de compatriotes de la diaspora du monde entier, lorsque se jouera une des rencontres les plus importantes dans l'histoire du football haïtien, tout sexe confondu, ce sera la fête. Toutes les pensées seront tournées vers le Stade San Mames de Bilbao, en Espagne, où se joue la finale de la Ligue des championnes féminines 2024 de l'UEFA, le 25 mai prochain.

Pour les Haïtiens, on croit rêver surtout en ces heures terribles et catastrophiques pour le football haïtien, en repos forcé, donc en totale inactivité, ou paralysie de puis presque 5 saisons (2020, 2021, 2022, 2023, 2024), si l'on tient compte du fait de divers facteurs, l'année 2020, qui fut celle de suspension dans le monde entier des compétitions de football, à cause de l'épidémie mondiale COVID-19. Encore faudrait-il souligner que la saison 2019, à cause du phénomène « pays lock », n'a pas été à son terme, ayant été stoppée après le 1er tour, en juin 2019.

En effet, longtemps blessée depuis l'automne 2023 et a même été opérée à la cheville, blessure toujours délicate en football, Corventina est donc revenue très forte et est donc en course pour le titre le plus respecté et convoité en football, après la Coupe du monde et qu'aucun footballeur haïtien n'a jamais remporté.

Corven décisive dans la qualification

Les qualificatifs manquent pour bien décrire cet exploit, et ne soyons pas modestes, ces moments de gloire, que traverse Haïti et son football, grâce aux performances répétées et de poids de la jeune Haïtienne, qui a bien trouvé sa marque dans cette équipe lyonnaise, truffée de grandes championnes : Lyon étant est bien le roi de cette Ligue des championnes féminines, qu'il a remportée déjà onze fois depuis son instauration, en 1991, détenant d'ailleurs le record de titres dans cette C1 féminine.

Dans ces demi-finales 2023/2024 Lyon ne partait pas gagnant certain car, depuis quelques saisons, le PSG a grandi à la faveur d'un recrutement judicieux et se met à contester l'hégémonie lyonnaise. Ce qui explique que ces deux géants du football féminin français et européen se retrouvaient face à face sur l'avant-dernière marche menant au podium.

L'exploit de Corven mérite d'être souligné à l'encre rouge, car ce n'est guère facile de se forger une place de titulaire dans cette constellation d'étoiles qu'est l'OL féminine; et surtout c'était son quatrième match à ce très haut niveau. Déjà, au match aller, au stade de Gerland, devenu Groupama Stadium, elle a su tirer son équipe d'une situation délicate : Lyon était mené 2-0, et en plus, les Parisiennes jouaient bien. L'ombre de la défaite se dessinait donc devant les 30 000 fans et supporters rhodaniens. Et

puis, un sursaut inattendu, dans un dernier quart d'heure de feu, Lyon est revenu avec Corventina, à la fois passeuse, et surtout butteuse, renversant le score et tirant son équipe de cette mauvaise passe. Corven, égalisant sur un tir superbe, après un merveilleux contrôle orienté. Ce fut d'ailleurs mérité de lui attribuer le trophée « *joueuse du match* » agrémentée d'une autre distinction tout aussi prestigieuse et méritée, en plus du titre symbolique de « *plus beau but* » des demi-finales par l'UEFA. Superbe pour une joueuse encore

fenseuses, elle résista à une charge de deux Parisiennes, tombant et se relevant pour servir à l'aile droite une coéquipière et se retrouvant à la réception de la passe en retrait et pour s'ouvrir les buts par un merveilleux contrôle orienté et marquer d'un tir du plat du pied, plaçant le ballon au ras de terre et en coin : Du grand art !

Voilà donc notre Mirebalaisienne, la fierté haïtienne, au sommet de l'Europe, en espérant que notre Star continue de faire notre fierté et obtienne la consécration finale, face aux Barcelonaises,

pouvoir politique ultra corrompu lié aux puissants réseaux de trafic de la drogue, qui contrôlent tout et auxquels le football résiste depuis des années, tout cela en foulant aux pieds la grandeur de notre nation martyrisée par l'histoire et souvent trahie par ses propres fils et filles, car ce diable de Ernsso Lorrence, qui lançait la campagne de dénigrement contre la Fédération de foot, en prenant comme cible principale « *Camp Nous* » et ses jeunes joueuses, dont les deux grandes futures stars Corven et Nérilika, qu'il déni grait, matin et soir, dans la presse, au point que la maman de la prodige, excédée, avait fait un voeu de défendre sa fille et fustiger ceux qui salissaient son nom. Quelle belle revanche pour la petite, à l'époque, en 2019, Corven était déprimée et très souffrante, et il a fallu beaucoup d'attention pour la relancer. Le célèbre Artiste, IZOLAN, l'avait beaucoup encadrée pour éviter une éventuelle progression de la forte dépression.

Domage donc que notre FIFA, qui a pourtant aidé beaucoup Haïti à monter ce programme, qui a donné tant d'espoir à notre pays et dont la mission est de protéger, de défendre le football, les acteurs du jeu. Mais, en Haïti, on court déjà sur plus de quatre ans sans compétition, et surtout sans initiation, sans formation de football. Et ne tombez pas au piège de l'insécurité, car c'est un faux prétexte, le pays vit cette instabilité depuis le départ des Duvalier. C'est vrai, la situation s'est aggravée, car le football est un bien sacré pour tous les Haïtiens. Non seulement les différents camps respectent le football et les observateurs notent que quatre ans après la fermeture de Camp Nous, les installations FIFA Goal restent intactes, même la tentative récente des bandits de la Fédération de créer et de faire croire à une attaque sur le Stade national et de prise en otage d'un employé s'est révélée un gros mensonge, pour justifier, aux yeux de l'opinion et de la FIFA une certaine insécurité, pourquoi avoir fermé les soixante-dix académies de jeunes installées dans toutes les villes de province ? Car, à part Port-au-Prince et une petite partie de l'Artibonite, dans le reste du territoire, dans 9 départements sur dix la vie est presque normale. Pourquoi donc notre FIFA, dont le président Infantino a apporté un souffle nouveau au football mondial, en donnant plus de moyens, à travers les programmes « *Forward* », qui sont si précieux pour les pays pauvres, comme Haïti, surtout; comment a-t-il pu se laisser tromper par les Monique André, Pierre Chéry, Thierry A. Michel et consorts, surtout la dame que l'on sait proche des secteurs mafieux, aussi bien dans le secteur privé que de la politique particulièrement la présidence du pays, puisque c'est elle qui administre les voyages des grands de la présidence, et du Palais national, donc une cheffe, et qui a profité de ses voyages fréquents à la FIFA, en Suisse, pour

monter, avec les gros barons de la drogue, qui sont maîtres du terrain, en Haïti, et qui cherchent à prendre le contrôle du football, ayant besoin de ce sport pour blanchir l'argent du trafic et les énormes fonds publics aussi.

En se laissant emmener dans ce complot dans lequel on dit que deux puissants Africains de la FIFA s'étaient laissés entraîner, le football haïtien ainsi a été détruit. Domage que plus de quatre ans après, la FIFA n'a pu comprendre l'ampleur du crime, qui a tout détruit dans le sport roi, en Haïti, et le tableau se noircit chaque jour.

Catastrophe : De héros à zéro

En martelant, avec force, qu'aucune cause ne peut progresser en mettant l'immoralité à son service, les jeunes et joueuses en formation à Camp Nous n'auraient jamais atteint ce niveau d'excellence, si ces insanités, qui ont porté la FIFA à des mesures draconiennes, avaient existé. Voilà quatre ans que l'Académie d'excellence est fermée et ses jeunes talents, filles et garçons, rejetés à nouveau dans les ghettos déshérités pauvres d'où on les avait sélectionnés. A ce jour, à part le groupe réduit, qui joue en France, et dont le nombre diminue rapidement, il n'y a presque plus une seule joueuse qui pratique le football en Haïti; il y a un petit noyau qui a été appelé en urgence, trois semaines, d'ailleurs à l'insu de leurs clubs pour jouer la CONCACAF, au Mexique, et qui a été oublié sitôt leur retour en Haïti, au grand désespoir des parents. Le plus gros crime, c'est la fermeture des 77 académies installées dans toutes les villes d'Haïti et qui avait commencé à former des joueurs et joueuses, dès l'âge de 6-12 ans, car les responsables haïtiens, à la faveur d'un contrat historique, avec l'Etat, pour combattre la misère et la pauvreté, préparaient des milliers de joueuses et de joueurs de football dans l'objectif de les placer sur le marché international.

Il est temps de mettre fin au massacre. L'espoir minime c'est l'annonce, par le nouveau conseil, ayant accédé au pouvoir en Haïti qu'il sera formé une commission justice et vérité pour juger crimes et autres abus commis au pays avec justice et réparation. Les dirigeants dévoués, les joueurs, les joueuses, coaches arbitres, les douze dirigeants des clubs du pays, qui venaient d'être élus à la tête de la Fédération, et qui ont été révoqués par la FIFA, les accusant d'être complices des grossièretés inventées par les employés, alors qu'ils venaient d'arriver.

Face à cette tragédie, un vrai crime contre l'humanité, il faut prier Dieu pour qu'il ouvre les yeux de la FIFA, pour chasser ces imposeurs, qui ont assassiné tant de jeunes Haïtiens et gâché l'avenir de tant de « *Corventina en herbe* ».

CAMP NOUS à l'âge de 13 ans !



Une autre version de Corventina.

gamine et pour sa première saison dans un club cons telle de stars confirmées et considéré comme la meilleure équipe du monde.

Corventina séduit le Parc des Princes

Ce dimanche, à l'occasion des demi-finales retour, Corven, titularisée avant-centre, a encore été à l'honneur. Alors que l'OL menait 1-0, dès l'entame du match, avant la pause, les Parisiennes relançaient leurs chances de qualification en revenant au score (1-1). Alors que ses dernières poussaient pour marquer un deuxième but, synonyme de prolongations éventuelles. Encore une fois, notre vedette s'est distinguée, puis que c'est encore notre Corven qui allait asseoir la qualification en marquant du plat du pied (2-1), plaçant son tir en coin, à ras le sol, et scellant cette qualification pour la finale de Bilbao. Corven était encore au départ de cette action victorieuse.

En effet, partie entre deux dé

reines d'Europe et du monde, le 25 mai prochain. L'Espagne, avec une ossature barcelonaise, étant championne du monde senior, championne d'Europe des Clubs et aussi championne du monde féminine U20 FIFA. Soyeons tous avec Corven pour un moment de bonheur et de fierté à nous tous Haïtiens !

Les Haïtiens, qui suivaient ce match à la télé, ont dû avoir de la chair de poule, tant les commentateurs français ont été élogieux, rivalisant d'adjectifs ronflants à l'endroit de l'Haïtienne, dont ils n'ont cessé de vanter le talent durant toute la rencontre.

Un produit 100 pour cent haïtien de Camp Nous

On n'arrêtera pas de regretter que la FIFA continue dans son incompréhension du dossier d'Haïti et ignore encore, après quatre ans, les cris de son peuple malade de football. Ce faisant, elle semble ne pas comprendre à quels points trois incompetents et corrompus travaillant pour un